



Appel à projets Parties-Prenantes

«Pour et sur l'engagement des parties prenantes dans les filières et les territoires pour appuyer et valoriser la réduction de l'usage et des impacts des produits phytosanitaires»



Séminaire intermédiaire

Jeudi 14 décembre 2023

Ministère de l'agriculture - Paris

Comité d'organisation :

Sonia Lequin, Caroline Bottou, Irfane Hadj-Amar et Xavier Reboud de l'équipe d'animation Ecophyto R&I (INRAE),

Marie-Camille Soulard (Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires),

Antoine Le Gal (Ministère de l'agriculture et de La souveraineté alimentaire).

Marc Audibert, Aurélie Bravin, Dimi Théodore Doudou et Laurent Parrot du CSO R&I

Mise en page :

Caroline Bottou (INRAE)

Plus d'infos et contact :

animation-ecophyto@inrae.fr

Le projet d'animation Ecophyto II+ R&I est pilotée par les Ministères de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA), de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires (MTECT), de la Santé et de la Prévention (MSP) et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR), avec l'appui financier de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), sur l'enveloppe de redevance pour pollutions diffuses du plan Écophyto II+

Merci aux porteurs de projets et leurs équipes pour leur mobilisation !

P.3 INTRODUCTION

- P.3 Ecophyto Recherche & innovation
- P.4 L'appel à projets «parties-prenantes (2021)
- P.5 Le séminaire intermédiaire



P.6 LES PROJETS

- P.6 Phyt'info
- P.10 Redacsol
- P.13 Filter
- P.16 2IDCUMA

L'axe Recherche et Innovation (axe R&I ou axe 2 du plan Ecophyto II+), intitulé « Améliorer les connaissances et les outils pour demain et encourager la recherche et l'innovation » vise à mobiliser et structurer les différentes communautés de recherche-innovation pour produire et améliorer les connaissances et les outils nécessaires pour atteindre les objectifs de réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et des risques associés. Il est copiloté par la Direction de la Recherche et de l'Innovation (DRI) du CGDD/MTECT¹, la DGER/MASA², la DGS/MSP³ et la DGRI/MESR⁴.

L'axe R&I vise ainsi à mobiliser et orienter l'ensemble du système de recherche-innovation avec de fortes incitations pour la formation et la vulgarisation scientifique, afin d'apporter les connaissances nécessaires pour répondre aux défis posés par la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques et de leurs impacts, sur la santé et l'environnement.

Pour définir, piloter et mettre en œuvre l'ensemble de ces actions, il s'appuie sur un Comité Scientifique d'Orientation « Recherche et Innovation » (CSO R&I). Il est composé d'une trentaine d'experts de différentes disciplines reconnus pour leurs travaux ou leurs engagements sur tous les aspects relatifs à la protection des cultures et à la réduction des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de leurs risques et impacts sur la santé et l'environnement.

Son ambition est de poursuivre le déclouisonnement disciplinaire afin de porter une vision globale des enjeux et des solutions pour atteindre les objectifs du plan Ecophyto.

ECOPHYTO RECHERCHE & INNOVATION

RESSOURCES



Mieux
connaître les
membres du
CSO R&I



Mieux
connaître
les actions
Ecophyto R&I



En savoir plus
sur le plan
Ecophyto II+

1 CGDD/MTECT : Commissariat Général au Développement Durable / Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

2 DGER/MASA : Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche /Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

3 DGS/MSP : Direction Générale de la Santé / Ministère de la Santé et de la Prévention

4 DGRI/MESR : Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation/Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche

Pour répondre aux objectifs de réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques, les agriculteurs doivent faire face à de nombreux verrous liés à l'organisation des systèmes socio-techniques dans les filières et les territoires. Or, pour certains de ces verrous, d'autres acteurs et parties prenantes possèdent les clefs permettant de les lever. C'est pourquoi **changer la perception de la chaîne de valeurs et retravailler la répartition des efforts engagés, entre les différents acteurs des filières agricoles et des territoires** (les différents maillons de la chaîne jusqu'aux consommateurs), apparaît aujourd'hui comme un axe déterminant pour réduire significativement l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ou les risques associés vis-à-vis de l'environnement et de la santé des êtres humains et des écosystèmes.

Cet appel à projets de recherche s'intéresse à l'étude des moyens d'actions, des organisations d'acteurs qui permettent de **lever les verrous socio-techniques** à la réduction des produits phytopharmaceutiques tout en la valorisant jusqu'aux consommateurs. Les questions à traiter sont organisées autour de 4 thèmes :

L'APPEL À PROJETS

- Les **transformations nécessaires à l'émergence et au renouvellement des chaînes de valeur** viables dans le temps et/ou à de nouveaux modes de coordinations à l'échelle des territoires
- La **crédibilité et la perception des labels** ou cahiers des charges liés à ces nouvelles chaînes de valeur
- **L'analyse de l'efficience** (coûts et bénéfices, coûts risques) de ces nouvelles chaînes de valeur ou de ces nouvelles organisations territoriales et de leur partage entre les différentes parties prenantes
- Le **rôle des acteurs publics et l'impact des politiques publiques** pour favoriser ces nouvelles chaînes de valeur et/ou la meilleure coordination des parties prenantes à l'échelle du territoire.

CHIFFRES CLÉS

4
projets
lauréats

46%
Lettres d'intentions
retenues

67%
de projets complets
retenus

1 666 400 €
montant total
des projets

778 987 €
montant de la
subvention Ecophyto II+



Organisme bailleur



En savoir +

MATIN

09h45-10h00 Arrivée et accueil des participants autour de quelques viennoiseries.

10h00 Introduction

Antoine Le Gal (MASA) et Marie-Camille Soulard (MTECT) copilotes ministériels du plan Ecophyto
Aurélie Bravin DRAAF Occitanie et membre du CSO R&I

10h10-11h40 Présentation des 4 projets

2IDCUMA : Identifier l'Impact Différencié des CUMA dans la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires : Efficience, aspects organisationnels & changement des pratiques

FILTER : Des filières territoriales vectrices de pratiques agroécologiques

REDACSOL : Réduction des produits phytosanitaires : le rôle de la consommation en tant qu'acte social

PHYT'INFO : Les outils numériques au service de la réduction des pesticides

11h40-12h40 : Atelier de partage et réflexions autour des thématiques suivantes:

Les leviers et freins identifier lors du séminaire de lancement ont-ils évolué au sein de la chaîne des parties prenantes ?

Quelles nouvelles questions surgissent (pistes de recherche) ?

Quelles évolutions possibles dans les consortia (disciplines, partenaires...) ?

Quelle capacité à capitaliser collectivement ?

12h40-14h00 Pause déjeuner

APRÈS-MIDI

14h00-15h00 Atelier de co-développement

Problématiques porteurs ?

15h00-15h40 Intervention extérieure : *les relations entre les différentes composantes d'un système : quelle est la qualité des relations entre les parties prenantes ? Quels sont les indicateurs sous-jacents ? Comment décomposer ces éléments en métriques ?*

Laurent Parrot (CIRAD)

15h40-16h20 Intervention extérieure (non confirmée)

Thématiques envisagées :

- Impact des cahiers des charges des filières agroalimentaires sur l'utilisation des phytos ?

- Étude sur la réduction des pesticides : décryptage d'un échec et raisons d'espérer ?

- Retour d'expérience et regard transversal sur l'incarnation de différentes parties prenantes (chercheur et responsable technique d'une structure intermédiaire collective) ?

16h20-16h30 Modalités de suivi administratif

16h30-16h40 Conclusion de la journée

LE SÉMINAIRE INTERMÉDIAIRE



2021-2024

PHYT'INFO

Les outils numériques
au service de la réduction des pesticides

Projets de plus grande ampleur scientifique et d'interdisciplinarité

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE

Élisabeth LAMBERT
université de Strasbourg
e.lambert@unistra.fr

FINANCEMENTS

Coût total du projet : 503 850 €
Montant de la subvention OFB : 246 511 €

PARTENAIRES

UMR SAGE Université de Strasbourg/CNRS ; Université d'Avignon ; IEP Grenoble ; ENSFEA ; LISST ; FNAB ; ANPP ; DRAAF ; CA Tarn et Garonne ; ADEIC-ULCC ; APRI-FEL ; EPLFPA ; Chambre de consommation d'Alsace et du Grand Est ; CA Alsace ; Bio en Grand Est ; EuroMétropole de Strasbourg ; Réso'them Agronomie-Écophyto

MOTS CLÉS

Transition agroécologique

Transition numérique

Labels et signes de qualité

Dispositifs d'information

Consommateurs

Agriculteurs

Intermédiaires

Occitanie

CONTEXTE ET PRINCIPAUX OBJECTIFS :

Le cadrage européen (central dans le cadre de la PAC, de la politique alimentaire et de la stratégie « De la Ferme à la Table ») dessine une continuité entre évolution écologique et technologique des exploitations, transparence des informations transmises jusqu'au consommateur et effets des médiations numériques au sein du monde agricole. L'effort de réduction des produits phytosanitaires (ci-après PP) dépend de la capacité des acteurs impliqués à assurer cette continuité.



De l'exploitation au consommateur – une variété de supports pour le numérique. Réalisation UMR Sage – Crédits : AdobeStock

Orchestrer cet engagement à l'heure du développement de dispositifs numériques à visée consumériste (e.g. sites web, réseaux sociaux, blogs, applications mobiles et plateformes) et/ou de production constitue un défi au moment où l'entente des réseaux d'acteurs constitués se heurte à des dépendances sociotechniques, économiques, institutionnelles et politiques. Les opérateurs du numérique, nouveaux in-

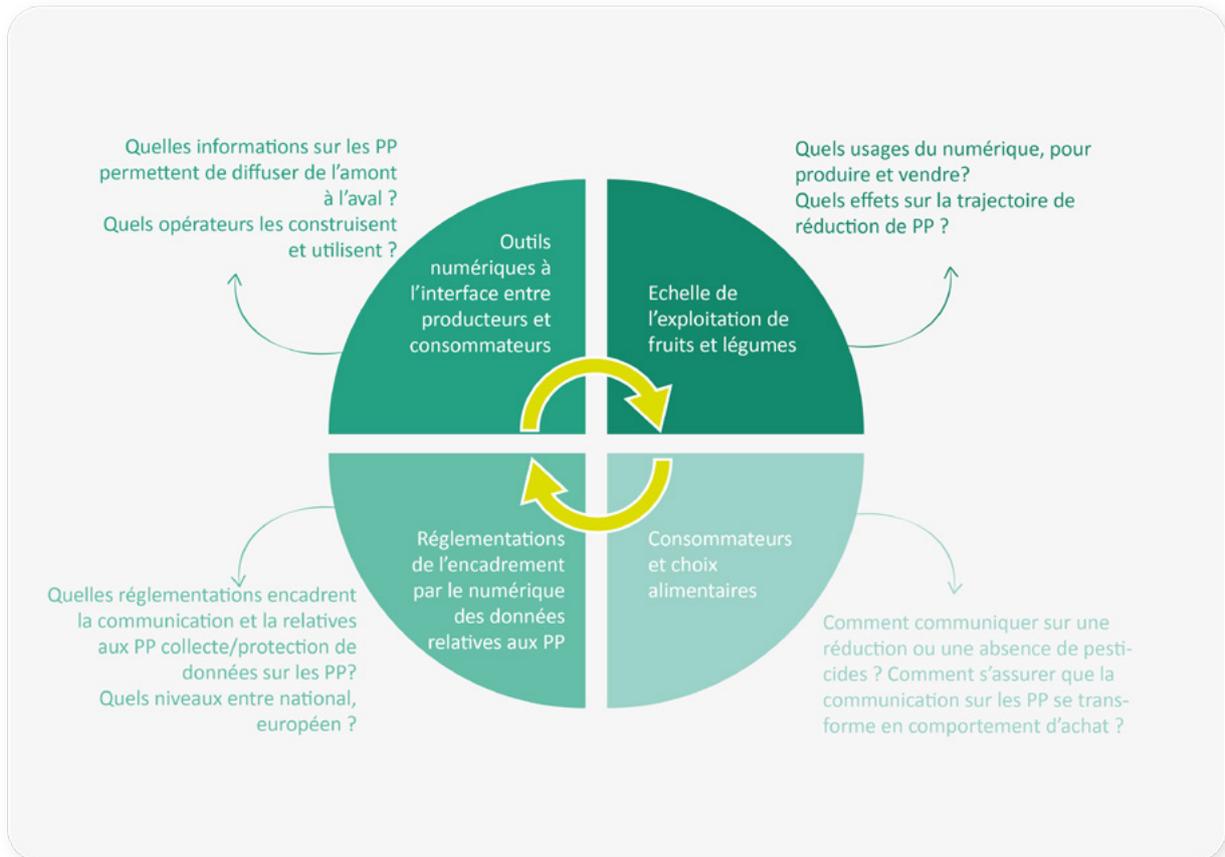
termédiaires moins dépendants des filières agro-industrielles et des pouvoirs publics, participent à redéfinir la chaîne de valeur influant sur les choix de production, de distribution et de consommation. Or, cette dynamique se déploie de manière inégalement cadrée ou concertée et de façon très disruptive comme en témoignent les débats récents autour de l'Eco-score. Le numérique représente un levier potentiel de la transition écologique (Convention citoyenne pour le climat), et l'analyse de ses appropriations par les acteurs de la chaîne (producteurs, consommateurs, législateurs et intermédiaires marchands) constitue un appui scientifique nécessaire aux réflexions sur les transitions à venir.

L'objectif de notre projet est de répondre à la question : **Dans quelle mesure les déclinaisons numériques des labels et plus généralement des vecteurs de l'information relative aux PP, participent-elles à la diffusion et à la valorisation de pratiques plus écologiques ?**

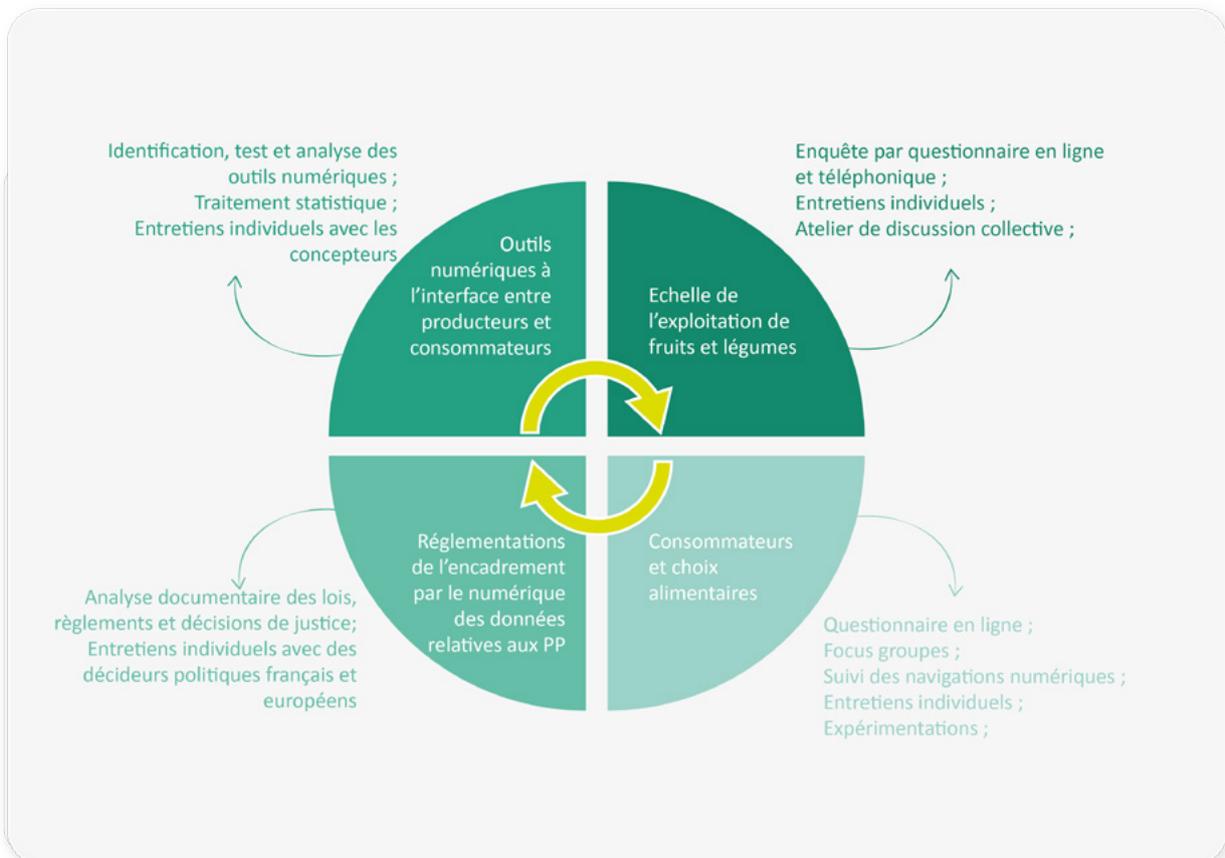
Nous évaluons la capacité des outils numériques et digitaux à constituer un levier pour la réduction des PP, de par leur impact sur :

- **L'exploitation agricole**, dans sa capacité à (i) maîtriser ses pratiques culturales pour s'engager dans une trajectoire agroécologique et (ii) valoriser économiquement ces efforts sur les marchés alimentaires (via des labels et informations au consommateur)
- **Jusqu'au consommateur**, par (i) la construction d'une information « éclairée » (ou non) sur la qualité des produits alimentaires et (ii) la façon dont ils s'approprient les outils numériques pour aider à leurs décisions d'achat.

Les questions relatives aux 4 objets étudiés dans le projets Phyt'info



Les méthodes relatives aux 4 objets mobilisés dans le projet Phyt'info





2021-2024

REDACSOL

Réduction des produits phytosanitaires :
Le rôle de la consommation en tant qu'acte social

Projet Exploratoire

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE

Benjamin Ouvrard
INRAE
benjamin.ouvrard@inrae.fr

PARTENAIRES

/!\ INRAE (GAEL / UGA)

FINANCEMENTS

Coût total du projet : 287 224 €
Montant de la subvention OFB : 65 880 €

MOTS CLÉS

Acte Social

Engagement

Consommation

Distributeur

CONTEXTE ET PRINCIPAUX OBJECTIFS :

La littérature économique établit que les consommateurs sont sensibles aux modes de production des biens et notamment à l'usage de produits phytosanitaires. Si cette littérature a apporté beaucoup de résultats sur la volonté à payer des consommateurs en fonction des modes de production, son apport est encore réduit en ce qui concerne la construction de l'acte de consommation et notamment le fait que la consommation est, en plus d'être un acte privé, un « acte social ». Plus précisément, nous entendons par **acte social un acte pour lequel un individu (le consommateur dans notre cas) retire une utilité supplémentaire à consommer des biens qui sont offerts et/ou consommés par un groupe qui a des préférences proches des siennes**. Cet effet peut ici se traduire par une valorisation, par les consommateurs, de l'engagement d'un groupe (offreurs et/ou consommateurs) pour une agriculture économe en produits phytosanitaires. Or, aujourd'hui, consommer un produit « vert » peut apparaître comme un acte social permettant de signaler sa prise de position pour la défense de l'environnement. Mieux comprendre et évaluer ce phénomène lèvera un verrou sur l'adéquation entre les stratégies valorisation d'une réduction de l'usage des

produits phytosanitaires et les attentes des consommateurs.

Notre objectif général est d'**étudier une stratégie d'offre de produits moins consommateurs de phytosanitaires en considérant que la consommation est à la fois un acte privé et un acte social**. Notre problématique est ainsi de comprendre **comment l'offre de biens agroalimentaires économes en produits phytosanitaires impacte les préférences des consommateurs**.

En ce sens, nous souhaitons tester l'utilisation d'un message dont l'objectif ne serait pas de communiquer uniquement sur les caractéristiques intrinsèques du produit (rôle traditionnel d'un label), mais de **révéler également aux consommateurs un engagement dans le processus de production de ce produit**, par exemple le fait que ce produit s'inscrive dans la politique du distributeur, et de ses partenaires agriculteurs, de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement. Autrement dit, le rôle de ce message sera d'informer les consommateurs : i) sur l'utilisation, ou non, de produits phytosanitaires dans le processus de production ; et ii) sur le fait que consommer ce bien est un acte social au sens où il traduit l'engagement d'un groupe dans un objectif.

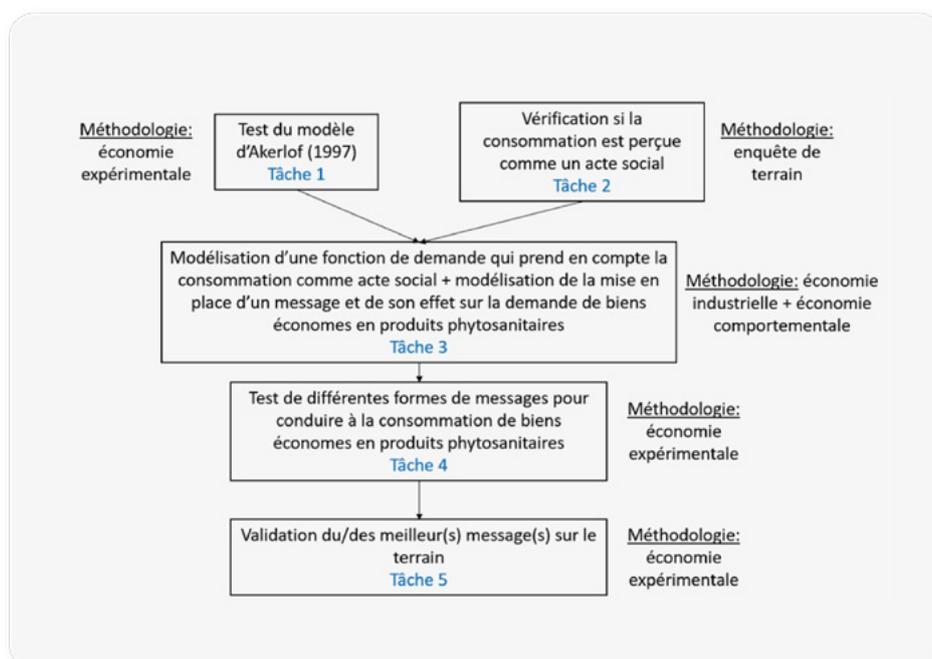


Schéma méthodologique du projet REDACSOL

PREMIERS RÉSULTATS, RÉSULTATS ATTENDUS ET INTÉRÊT POUR LE PLAN ECOPHYTO :

Nos premiers résultats, issus d'une expérience en laboratoire, montrent que les **sujets prennent en compte la distance sociale dans leurs décisions, mais sous condition d'un nombre restreint de choix possibles**. Cette prise en compte de la distance sociale peut alors améliorer la coordination des sujets sur une décision commune (e.g. la réduction de pesticides). Lorsque le nombre de choix possibles augmente, la distance sociale n'est plus prise en compte et les sujets échouent à se coordonner sur une décision commune.

Ensuite, nous montrons théoriquement que la distance sociale entre les consommateurs impacte leur consommation et les stratégies des firmes en termes de gamme de produits. En fonction des préférences des consommateurs (vanité ou conformité) un produit sans pesticide peut être, ou non, offert.

Dans le cadre du plan Écophyto II+, notre projet lèvera un verrou autour de la reconnaissance, par les consommateurs, de l'engagement des acteurs (agriculteurs et distributeurs) pour une agriculture économe en produits phytosanitaires, et apportera un éclairage innovant sur le rôle des distributeurs dans cette reconnaissance.

LIVRABLES, VALORISATION ET TRANSFERT ENVISAGÉS

Publications et colloques scientifiques :

les tâches autour de i) l'appréciation du rôle de la distance sociale ; ii) de la prise en compte de cette dernière dans la fonction de demande des consommateurs ; et iii) de l'effet de la mise en place des messages par le distributeur sur les choix de consommation, donneront lieu à la **redaction d'articles scientifiques** que nous enverrons à des revues avec comité de lecture, ainsi qu'à la présentation des **résultats de ces tâches en conférences** (nationales et internationales). Les résultats de la première expérience ont donné lieu à des présentations en 2023 en **séminaire (LUISS, Rome) et en conférences (AS-FEE à Montpellier, ESA à Lyon)**.

Autres valorisations :

- rapport à destination de notre partenaire distributeur sera rédigé afin de communiquer les principaux résultats de nos travaux.
- rapport final à destination de l'OFB, avec des recommandations, sera également proposé.



2022-2024

FILTER

Des filières territoriales vectrices de pratiques agroécologiques

Projet Exploratoire

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE

Pascal Aubrée
Réseau CIVAM
pascal.aubree@civam.org

FINANCEMENTS

Coût total du projet : 406 061€
Montant de la subvention OFB : 249 796 €

PARTENAIRES

Réseau CIVAM ; Commerce Equitable France, FNCUMA ; CESAER (UMR, INRAe-Agro-Sup Dijon), UMR MOISA (CI-HEAM, Montpellier) CIVAM ALPAD (CIVAM Landes) ; FRCi-vam Occitanie ; Agrof'île (CIVAM Île de France) ; Réseau CIVAM Poitou Charentes ; Réseau Cohérence (Bretagne)

MOTS CLÉS

Filière territoriale

Chaîne de valeur

Répartition de la valeur

Gouvernance

Agroécologie

CONTEXTE ET PRINCIPAUX OBJECTIFS :

En complément des démarches de circuits-courts, de nouvelles organisations collectives se construisent et prennent la forme de filières territoriales. Sont ainsi nommées des chaînes de valorisation qui comprennent plusieurs intermédiaires, mais où l'ensemble des opérateurs impliqués travaillent ensemble à l'échelle réduite d'un territoire. Leurs fondements reposent sur un **objectif de partage**

(pesticides en particulier).

Les CIVAM, les CUMA et Commerce Equitable France souhaitent s'investir sur cette thématique en s'engageant dans un projet partenarial de recherche action nommé FILTER. Il se déroulera sur la période 2022 – 2024. Prenant appui sur l'expérience d'un panel d'une dizaine de filières territoriales repérées au sein des trois réseaux, et avec l'apport de laboratoires de recherche de l'INRAE. Ce **projet de recherche participative** consiste à :

- **mieux comprendre la dynamique de développement de ces filières**, en portant le regard, sur les conditions de leur développement, de pérennisation économique et organisationnelle et de leur contribution à la consolidation de pratiques agroécologiques. L'étude d'une dizaine de filières locales ayant dépassé la phase d'émergence permettra d'**analyser les déterminants économiques et de gouvernance contribuant à la création de valeur engendrée et à sa répartition entre les acteurs**. Pour chacune de ces filières, seront observées les trajectoires des systèmes de production des fermes engagées afin d'appréhender de quelle manière elles sont liées à l'existence de ces filières.

Objectifs des filières territoriales		Leviers mobilisés
Systèmes de production durables		Productions en agriculture biologique Productions adaptées aux conditions locales → moins d'intrants
Meilleure rémunération des producteurs	Revenu stable	Débouchés locaux, moins de volatilité
	Rapports de forces équilibrés	Se grouper, mutualiser, structures de tailles homogènes
	Relation de confiance	Proximité, communication, coopération
	Gouvernance partagée	Fonctionnement démocratique Transparence Prix construits sur les coûts de production
Valoriser les spécificités des territoires		Productions typiques de la localité Mettre en avant l'origine des produits

Bilan état des lieux : caractéristiques des filières territoriales – Réseau CIVAM - C. Barlier 2019

équilibré de la valeur ajoutée pour une meilleure rémunération des producteurs. Les premiers travaux de repérage et d'analyse ont montré que ces modèles de filières alimentaires territoriales qui apparaissent dans le paysage peuvent **constituer des réponses pertinentes à la fois au regard des attentes des consommateurs en matière d'alimentation locale et de qualité et répondre aux enjeux sociétaux** posés notamment par les pouvoirs publics en matière d'impact environnemental

- **enrichir les outils d'accompagnement** à partir des enseignements précédents, en les mettant à l'épreuve auprès d'un panel de filières en émergence repérées dans les réseaux de développement partenaires du projet. Une phase plus large de **diffusion des enseignements**, outre les publications scientifiques, visera le réseau des GIEE et groupes 30000 auprès de qui il s'agira d'élargir la palette des leviers d'actions possibles sur la réduction des

usages de produits phytosanitaires.

PREMIERS RÉSULTATS, RÉSULTATS ATTENDUS ET INTÉRÊT POUR LE PLAN ECOPHYTO

- les gouvernances collectives sont des leviers efficaces pour actionner une transition agroécologique mais exigeants en terme de coordination : existence d'une structure de coordination de la filière, conduite d'essais culturels en collectif et montée en compétences des producteurs,

- la création de valeur ajoutée rend plus attractives les pratiques agroécologiques : satisfaction des producteurs sur la rémunération, de l'agriculture biologique et des IFT au maximum de 1 et en moyenne deux fois moins élevés que la référence régionale,

- la formalisation d'engagements pérennise des modes de production agroécologiques : engagement des acteurs dans une charte d'adhésion, des contrats d'approvisionnement, des cahiers de charges et labels agro écologiques génériques.

LIVRABLES, VALORISATION ET TRANSFERT ENVISAGÉS

Publications et colloques scientifiques

- une publication : « des filières territoriales créatrices de valeur et vectrices de pratiques agroécologiques : quelles conditions de réussite ? » 5 fiches produites,

- un séminaire intermédiaire de restitution et partage des premiers résultats,

- 3 mémoires d'étude réalisés :

- J André P. « Gouvernance et partage de la valeur dans les filières territoriales »

- J L'Hommelet O. « Analyse des pratiques agroécologiques et des leviers à la pérennisation des filières territoriales »

- J Le Dantec T. « Comment est accompagnée la structuration des filières alimentaires territorialisées ? »

- un webinaire de restitution prévu à la fin du projet en collaboration avec le RMT alimentation locale.

Articles de valorisation/vulgarisation

Publication d'article(s) scientifique(s).

Présentation à des instances professionnelles ou de décision

Sensibilisation des GIEE et groupes 30 000 aux enjeux de filières locales comme leviers de réduction des usages de produits phytosanitaires.



2022-2024

2IDCUMA

Identifier l'Impact Différencié des CUMA dans la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires: Efficience, aspects organisationnels & changement des pratiques

Projet Exploratoire

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE

Damien Rousselière
AgroCampus Ouest
damien.rousseliere@agrocampus-ouest.fr

PARTENAIRES

Université de Rennes I ; Fédération nationale des CUMA

FINANCEMENTS

Coût total du projet : 469 264 €
Montant de la subvention OFB : 216 800 €

MOTS CLÉS

CUMA

Transition agroécologique

Efficience

Changement de pratiques

Aspects organisationnels

CONTEXTE ET PRINCIPAUX OBJECTIFS :

Le projet 2IDCUMA a pour objet d'**identifier la contribution des organisations collectives à la transition agroécologique, en s'intéressant spécifiquement au cas des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA).**

Il s'agira de caractériser les mécanismes liés au partage collectif de matériel agricole permettant de réduire les pesticides par (i) une meilleure efficacité technique et organisationnelle, inhérente à l'adoption de nouveaux matériels ou la rationalisation et la planification au niveau de l'exploitation agricole, et (ii) des changements de pratiques inhérentes aux échanges entre agriculteurs. Nous mobiliserons à cet effet une approche pluridisciplinaire en économie, gestion, géographie sociale, agronomie et écologie afin de bien isoler et caractériser l'effet propre des CUMA.

Cette approche se déploie sur le plan méthodologique dans un cadre multiscalaire. À l'aide d'une modélisation économique et agronomique de la demande de pesticides, nous identifierons les territoires qui feront ensuite l'objet d'une étude approfondie. Sur ces territoires identifiés, des données organisationnelles, économiques, écologiques et agronomiques seront recueillies et serviront à mettre au point un modèle de micro-simulation qui prendra en compte l'hétérogénéité des modèles de CUMA.

Aussi, l'impact des CUMA sur la réduction des pesticides sera évalué tant au niveau de l'exploitation que des territoires, en tenant compte des effets de débordements économiques, sociaux et écologiques entre membres et non membres de CUMA.

Enfin, nous chercherons à examiner cet impact à l'aune de la diversité organisationnelle des CUMA, de l'hétérogénéité du lien noué entre les CUMA et les agriculteurs, et du rôle des différents échelons fédératifs du réseau des CUMA en matière de conseil et d'appui tech-

nique.

PREMIERS RÉSULTATS, RÉSULTATS ATTENDUS ET INTÉRÊT POUR LE PLAN ECO-PHYTO

Le projet contribue aux objectifs du Plan Eco-phyto spécifiquement sur la dimension collective de l'accompagnement vers la transition agroécologique. Nous avons pu caractériser dans un premier temps un effet global de réduction des pesticides via la participation aux CUMA.

Cet effet passe aussi bien par une dimension technologique liée au partage de matériel agricole que par un effet de diffusion lié à la nature même des collectifs agricoles. L'analyse territoriale montre toutefois que cet effet est très hétérogène. Nous investiguons les différentes dimensions de cette hétérogénéité afin de mettre en avant les bonnes pratiques pour en favoriser la diffusion. À ce titre le rôle spécifique des fédérations dans leurs interactions avec les CUMA (conseils, animations et soutien aux initiatives locales), enquête actuellement en cours, semble un point important. La nature des mécanismes propres aux CUMA seront confrontés aux résultats de l'équipe obtenus dans un programmes de recherche portant sur les coopératives de commercialisation.

LIVRABLES, VALORISATION ET TRANSFERT ENVISAGÉS

Publications et colloques scientifiques :

- Un premier article est en cours d'évaluation dans une revue internationale à comité de lecture ;
- un deuxième article sur CUMA & Territoires est en cours de finalisation pour envoi à une revue de géographie sociale. Le modèle final de demande sera proposé dans une revue internationale en économie agricole, économie de l'environnement ou généraliste.

- Une session sera organisée dans le cadre du Workshop annuel 2024 sur les coopératives organisé depuis 2019 par l'Institut Agro et l'Université de Rennes. L'équipe proposera une session spéciale aux JRSS 2024.

Articles de valorisation/vulgarisation :

- Un article court est en cours de rédaction pour les Cahiers du Développement Coopératif, revue élaborée conjointement avec le réseau La Coopération Agricole et la FN CUMA.

- En fin de projet, un numéro spécial de la revue Entraid', le média des CUMA et du matériel agricole, sera consacré à la restitution du projet et illustrera les arrangements organisationnels et les stratégies fédératives les plus à même de produire des résultats agroécologiques positifs.

- Enfin un article sera proposé par l'ensemble de l'équipe à la Revue Innovations Agronomiques afin d'en diffuser la méthodologie.



MERCI

Ce document a été réalisé par l'animation Ecophyto R&I,
Caroline Bottou & Sonia Lequin,
grâce à la mobilisation de tous les membres d'équipes projets !

Pour suivre les actualités EcophytoII+ R&I
rendez-vous sur



Animation Ecophyto RI



EcophytoPIC



animation-ecophyto@inrae.fr